

**Etablissement public territorial
PARIS TERRES D'ENVOL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

DECISION DU PRESIDENT

DU 19 FEVRIER 2020

Le président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT, LE DIX-NEUF FEVRIER
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°15 – ASSAINISSEMENT – VEOLIA EAU – DEMANDE DE DEGREVEMENT EN RAISON D'UNE FUITE SUR PARTIE
PRIVATIVE DE L'INSTALLATION DE MADAME BOUDIN – 5 RUE HOCHÉ – 93420 VILLEPINTE**

Le président,

Vu le décret 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial,

Vu la loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit n°2011-525 du 17 mai 2011 dite loi « Warsmann » relative à l'écrêtement des factures d'eau pour les abonnés victimes de fuites sur leurs installations privées,

Vu le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites sur les canalisations d'eau potable après compteur,

Vu l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au président,

Vu la délibération n°107 du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 25 septembre 2017 par laquelle le conseil de territoire a délégué ledit jour à son président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions notamment d'accorder les demandes de dégrèvement de redevance d'assainissement, faisant suite à des constats de fuite d'eau sur les canalisations d'eau potable après compteur,

Vu le courrier du 6 février 2020 de VEOLIA sollicitant une demande de dégrèvement pour Madame BOUDIN, 5 rue Hoche à Villepinte (93420).

Considérant qu'après recherche, une fuite après compteur a été établie, ayant entraîné une consommation anormale de 234 m³.

DÉCIDE

Article 1 **D'accepter** de ramener le volume de la taxe assainissement de Madame BOUDIN à celui de sa consommation moyenne annuelle de 64 m³.

Article 2 Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du conseil de territoire.

Pour extrait conforme

Le président
Bruno BESCHIZZA



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20200219-15-19-02-2020-AU
Date de télétransmission : 21/02/2020
Date de réception préfecture : 21/02/2020